

La société du savoir:

Quel enjeu ?

مجتمع المعرفة: أيّ رهان؟

Dr Ridha Mahmood Methnani

Université de Bahrain

Email: ridhamahmood999@gmail.com

أيّ رهان بالنسبة إلى البلدان الصاعدة والبلدان النامية أعظم أثرا من اللّحاق بمصافّ الدول المتقدّمة؟ ألا يحمل مجتمع المعرفة في طياته معاني التموقع في العصر والنموّ والتقدّم؟

و ألا يكون مجتمع المعرفة بالنسبة إلى البلدان المتقدّمة أداة من أدوات تجاوز ما أفرزه "النمط ما بعد الصناعي" من سلبيّات أربكت المجتمعات المتقدّمة بما جعلها تتطلّع إلى نمط عيش أكثر توازنا وعدلا وإنسانيّة. وتتناول الدراسة ثلاثة محاور هي:

1. البلدان المتقدّمة: من الثورة الصناعيّة إلى الثورة المعلوماتيّة.

2. مجتمع المعرفة: إيديولوجيا جديدة.

3. فجوة ذات أوجه مختلفة بين البلدان المتقدّمة والبلدان النامية.

ويحلّل الباحث هذه المحاور منطلقا من ظاهرة التحوّل التي عرفتها الدول المتقدّمة، وهي الظاهرة التي عرفت فيها الإنسانيّة الانتقال من نمط عيش إلى نمط آخر كما هو الشأن حين يتمّ في كلّ مرّة اكتشاف عظيم. من ذلك اكتشاف الأبجديّة الذي شكّل نقطة تحوّل في تاريخ الإنسانيّة. وأية ذلك أنّ هذا الاكتشاف مكّن الإنسان من أن يشرع في عمليّة تجميع المعرفة، و"رأسماليّتها" إذا جاز التعبير. ولمّا كانت المعرفة خبرة فإنّ الخبرة المجمّعة أفضت إلى اكتشاف الآلة. والآلة هي التي أتاحَت الانتقال من المجتمع الزراعيّ إلى المجتمع الصناعيّ إلى أن جاءت الثورة الاتّصاليّة في أواخر القرن العشرين فأتاحَت بدورها الانتقال إلى مجتمع جديد، هو مجتمع المعلومات فمجتمع المعرفة.

وإنّ قراءة في هذه العهود الثلاثة، العهد الزراعيّ والعهد الصناعيّ والعهد المعلوماتيّ، تجعلنا نتبيّن أنّ أداة الانتقال من عهد إلى آخر لم تكن شيئا آخر غير

المعلومة والآلة، كائن لِمَادِي وكائن مَادِي، ثنائِيّة يقوم عليها الوجود. ثنائِيّة في ما يعرف في الرياضِيّات ب"مَخْرَج ذي حَدَيْن" (*binôme*)، تماما مثل هذه الّتي يقوم عليها النظام الرقعيّ وتستند إليها المعلوماَتِيّة والّتي بفضلها تُخْتَزَل كلّ المعارف ويُنقل النصّ والصوت والصورة.

ويبيّن المؤلّف أدوات القياس التي اعتمدتها المنظّمات المتخصّصة في قياس مدى نفاذ بلدان العالم لمجتمع المعرفة (IDI). وقد أفاد آخر تقرير في الغرض أن بلدان العالم تتوزّع في 6 جهات. وتأتي أوروبا في الصدارة (7,14)، والبلدان العربيّة (4,55) وإفريقيا (2,31) في آخر السُلّم.

ويخلص الباحث إلى تبيات الفجوة المعرفيّة القائمة بين البلدان المتقدّمة والبلدان النامية مُحلّلا لمظاهرها، مبينا أسبابها.

La Société du savoir: Enjeu majeur!

Existe-t-il un pari plus important pour les pays émergents et les pays en voie de développement que la volonté de rejoindre le peloton des pays développés? La société du savoir ne recèle-t-elle pas en elle le sens de positionnement des différents pays dans la trajectoire de la croissance?

Pour les pays développés, la Société du savoir ne représente-t-elle pas la panacée capable d'enrayer l'effritement du consensus social et celui des modèles de croissance (les dernières crises qui ont secoué l'économie mondiale en témoignent), et d'enrayer par la même occasion les aspects négatifs du chaos post-industriel, en vue de façonner un monde plus équitable et plus équilibré?

A ce niveau de la réflexion, il y a lieu de s'attarder sur trois éléments à savoir: Le passage de la révolution industrielle à la révolution numérique des pays développés, la société du savoir en tant que nouvelle idéologie et la fracture développementale entre les pays développés et les pays en développement.

1. Les pays développés : De la révolution industrielle à la révolution numérique :

Chaque grande découverte a initié un passage à un nouveau mode de vie pour l'Humanité. C'est ainsi que l'invention de

l'alphabet a marqué un tournant dans l'Histoire de l'humanité, permettant ainsi à l'Homme d'accumuler¹ la connaissance et de la capitaliser.

Une invention capitale qui a forcé le passage de la société agricole à la société industrielle jusqu'à l'avènement, à la fin du XXème siècle, d'une ère nouvelle: celle de la société de l'information et de la communication.

Une lecture de ces trois révolutions : agricole, industrielle et numérique, nous permet de constater que le moyen de transition d'une ère à une autre n'est que l'information et la machine. Deux entités: l'une matérielle, l'autre non matérielle, une dualité sur laquelle tout l'univers est bâti, à l'instar de la nuit et du jour, du bien et du mal, du mouvement et de l'inertie, comme l'avait noté Zarathoustra, le philosophe du VIIème siècle av. J -C.. Cette dualité se définit en mathématiques par la notion de *binôme*, exactement comme celle sur laquelle se basent le système numérique et la cybernétique. Une dichotomie qui nous a permis de simplifier et de condenser toutes nos connaissances, nous offrant la possibilité de transmettre le texte ainsi que l'image et la voix, et qui se condense dans le binôme un (1) et zéro (0).

Force est de constater que l'information se retrouve toujours à la base de tout changement et de toute révolution. L'information est un vecteur non matériel. C'est elle qui a permis le passage à la révolution agricole comme à la révolution de l'information. Alvin Toffler nomme cette révolution de l'information: "*La troisième vague*" (*The Third Wave*). Il s'agit par conséquent d'un retour aux sources ancestrales du Savoir. Quant à la machine, grâce à son aspect matériel, elle a facilité le passage de l'ère agricole à l'ère industrielle.

¹ Voir Manuel Castells, *La Société en réseaux (The Rise of the Network Society)*, 1996. Nouvelle édition, Fayard, France, 2001.

Voiraussi Manuel Castells, *Networks of Outrage and Hope, Social Movements in the Internet Age*, Polity Press, Malden, USA, 2013.

En passant d'un moyen à un autre, les technologies de communication revivent un phénomène de retour aux sources. A la découverte de l'imprimerie par Gutenberg au XV^{ème} siècle (1440), va suivre l'apparition des journaux au XVII^{ème} siècle qui donneront au texte écrit toute sa dimension. Ensuite, ce fut la découverte du téléphone par A. Bell, en 1876 ; puis la radio, au XX^{ème} siècle (1920), qui donnera ses lettres de noblesse à l'oral ; enfin, peu de temps après, ce fut la découverte de la télévision (1925) qui ouvrira l'ère de l'image et du son, l'ère de l'audiovisuel.

En parallèle, l'on a eu recours aux nouveaux canaux de communication : la voix pour le téléphone, le texte codé sous forme de signaux ou de lettres pour le télex et le fax, l'audiovisuel pour la vidéo et les visioconférences, s'acheminant ainsi vers les techniques contemporaines de communication représentées foncièrement par l'Internet qui a rendu possible la combinaison synchrone de la nouvelle trinité composée de l'image, de la voix et du texte. Trinité qui instituera et érigera **l'info-communication comme la nouvelle religion du monde socioéconomique.**

Les médias n'ont jamais cessé de prôner le message du changement [Marshall McLuhan, Wilbur Schramm et Daniel Lerner] dans le but de moderniser la société et de transmettre les connaissances, tout en orientant l'opinion publique vers le progrès, la croissance et l'évolution. C'est la fonction essentielle des technologies de la communication contemporaine dont la plus importante, incontestablement, est l'Internet grâce à son immense potentiel de vulgarisation et de démocratisation des connaissances et des sciences.

1.1. Une nouvelle conception du développement au sein de la société du savoir :

Certes, la société industrielle et celle du savoir convergent vers un même idéal du développement qu'elles parviennent à réaliser moyennant des approches et des processus distincts. Cependant, le processus de développement est plus accéléré

dans la société du savoir grâce à sa capacité de contrebalancer les forces centrifuges qui se dégagent au fur et à mesure que le développement industriel produit de nouvelles mutations socioculturelles. Une accélération qui demeure inhérente et tributaire du passage de l'humanité d'une société à une autre et d'une époque à une autre.

Dans la Société du savoir, les techniques de communication sont les piliers de toute croissance économique. En effet, il s'est avéré que les technologies de la communication jouent le rôle de moteur du développement économique dans les pays industrialisés², de sorte que le taux de croissance de l'économie mondiale a connu, ces dernières années, une croissance progressive et accélérée atteignant 5,5% en 2006, alors qu'elle n'était que de 4%, en 2003, avant de sombrer avec la crise financière de 2008. « La croissance mondiale devrait s'accélérer modérément en 2015-2016 pour passer de 3,3 % en 2014 à 3,5 % en 2015 et à 3,7 % en 2016 » note le FMI³; de même pour la productivité, sans parler d'autres phénomènes économiques comme l'abondance des flux financiers vers les sociétés internationales œuvrant dans le domaine des nouvelles technologies.

L'évolution vertigineuse qu'a connue l'économie mondiale suite à l'avènement de la société de l'information n'est que le produit du taux croissant de l'apport de l'information à l'échange des produits d'une part, l'importance de la place qu'occupent ces produits dans les économies qui veulent se baser sur l'information, d'autre part. Cette évolution se définit aussi par une accélération du système de production de l'information.

La nouvelle économie est concrétisée à travers les manifestations suivantes:

- 50% du produit intérieur brut des principaux pays de *l'Organisation de la Coopération et du Développement*

² Voir proposition des États-Unis d'Amérique à propos de la mise en place d'un programme de partenariat dans le "Wipo": développement des problématiques exposées dans le document **IIM/1/2K** sur le site: www.wipo.int

³ Voir FMI, Bulletin du 20 janvier 2015.

Économique(O.C.D.E) est le fruit de la production des informations et de leur distribution.

D'ores et déjà une nouvelle architecture de l'économie mondiale se dessine. Jacques Attali à la tête d'un groupe de réflexion note en 2013 que le centre de gravité économique du monde se déplace vers l'est et le sud : « La Chine verra son statut de première puissance économique mondiale consolidée, et sera suivie par les Etats-Unis et l'Union européenne, celle-ci bientôt devancée par l'Inde, qui aura déjà doublé le Japon. En 2030, le PIB combiné de la Chine et de l'Inde sera plus élevé que la somme de ceux des Etats-Unis, du Canada, du Japon, de l'Allemagne, de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Italie. L'ensemble Etats-Unis/Mexique/Canada pourrait émerger comme la première puissance mondiale »⁴.

- 60% de la main-d'œuvre dans certains pays développés travaillent dans des secteurs fortement apparentés au savoir et à l'information;

- Un nombre important de nouvelles sociétés qui opèrent dans les domaines technologiques occupent les premières places parmi les plus importantes multinationales

Par ailleurs, l'on constate qu'une nouvelle communauté commence à se former, à travers le monde. Il s'agit d'une communauté de plus en plus importante d'individus usagers des TIC, qui ne répondent pas aux critères classiques adoptés par les sociologues pour définir les concepts de « communauté », de « peuple » ou de « nation », tels les critères de race, de religion, de patrie, des frontières géographiques ou d'Histoire.

Ces individus communiquent entre eux à travers Internet dans des cyberspaces. Ils concluent des rapports de négoce à partir d'un ordinateur moyennant un minimum d'habileté technique et en s'appuyant sur les valeurs de l'efficacité, de la concurrence et de la productivité.

⁴ Attali (Jacques) et groupe de réflexion, Pour une économie positive, Fayard/ La Documentation Française, Paris, 2013, p. 41

Ce groupe d'individus ressemble à une "nation virtuelle". Il s'agit désormais d'une nouvelle forme de relations socioéconomiques et une nouvelle conception de la notion du travail⁵.

1.2. Les indicateurs d'intégration dans la société du savoir :

La Société de l'information est devenue un objectif stratégique au service du développement global, ce qui a exhorté un nombre important d'organisations, à l'instar de l'Union Internationale des Télécommunications (UIT), de l'UNESCO, de l'ESCWA, du Bureau de Statistique Européen, à dresser des indicateurs et des critères dans le but d'évaluer la capacité des pays à instaurer une société du savoir qui soit ouverte et au service de tous.

Ces indicateurs permettent la classification des pays et des sociétés à partir de leur capacité d'accès à l'information, son contrôle et son exploitation. La disponibilité de statistiques concernant le degré d'utilisation des technologies de l'information et leur impact sur les sociétés concernées, consolide les efforts fournis par les États afin de faire progresser la société de l'information et de permettre aux décideurs politiques et aux gouvernements de concevoir les stratégies de développement socioéconomique à l'ère de l'incontournable innovation technologique.

Convaincus de la nécessité de réajuster les indicateurs des sociétés de l'information, les différents gouvernements ont adopté un plan de travail durant la première étape du Sommet Mondial sur la Société de l'Information (SMSI) qui s'est déroulé à Genève, en décembre 2003. Ce plan invite tous les États à perfectionner les outils qui permettent un meilleur accès aux informations statistiques relatives aux progrès réalisés dans le domaine de

⁵*Les clubs électroniques, des défis et des alternatives*, étude sur terrain dans les clubs d'Annaba- Algérie, Mohamed Karim, Friha, la revue " Sciences humaines", revue électronique de sciences humaines, troisième année, nombre 27, mars 2006 sur le site : <http://www.uluminsania.net>

l'instauration de la société du savoir, tout en donnant la priorité à l'édification des systèmes fondés sur les indicateurs, à même d'être comparés à l'échelle internationale.

Le concept de société globalisée de l'information exige l'élaboration de projets communs. En concrétisation de ce plan de travail, adopté par le Sommet mondial sur la Société de l'information, il est annoncé une initiative pour la construction "du partenariat afin d'évaluer les technologies de l'information et de la communication pour le développement", à l'occasion de la onzième session du Congrès des Nations Unies du Commerce et du Développement, organisé au Brésil, à Sao Paulo, du 13 au 18 Juin 2004.

Ce partenariat international vise à rassembler les intéressés par l'évaluation statistique des technologies de l'information et de la communication afin d'œuvrer collectivement à combler la fracture numérique à l'échelle internationale et notamment dans les pays en voie de développement.

Ce partenariat international s'est fixé trois objectifs principaux :

- Promouvoir les groupes de base des indicateurs des technologies de l'information et de la communication qui conviennent aux intervenants à condition d'assurer une meilleure coordination sur le plan international. Ainsi, le groupe principal de coordination formera un noyau pour la Database internationale sur les statistiques des technologies de l'information et de la communication ;

- Affermir les capacités des organismes statistiques dans les pays en voie de développement et former des personnels qualifiés dans le domaine du recensement des statistiques relatives à la société du savoir;

- Édifier une Database internationale sur les indicateurs des technologies de l'information et de communication et les rendre accessibles par internet.

Ces trois objectifs de partenariat international sont si solidaires qu'ils permettent la mise en valeur des normes acceptables, des unités de mesure ainsi que des outils nécessaires pour l'évaluation du développement de la société de l'information tant au niveau régional qu'au niveau mondial⁶.

2. La société du savoir : Une nouvelle idéologie.

Durant la deuxième moitié du XX^{ème} siècle, la lutte était ouverte entre les camps Est et Ouest sur le plan mondial sur fond de guerre froide. Le premier camp était dirigé par l'Union Soviétique, le deuxième par les États-Unis. Entre ces deux camps, il y avait un troisième courant qui réunissait les pays non alignés et faisait difficilement son chemin sous l'influence des pressions politiques, économiques et sociales diverses jusqu'à l'avènement de la société de l'information, à la fin du XX^{ème} siècle, et plus précisément dans les années 90.

Dans un contexte mondial marqué par les changements accélérés : l'effondrement du mur de Berlin (1989), l'effritement de l'Union Soviétique (1991) après l'échec cuisant de l'expérience de la Perestroïka, plusieurs régimes politiques en Afrique, et ailleurs, ont procédé à des tentatives pour démocratiser leurs régimes in extremis, tout le monde se pressait pour sauver ce qui pourrait l'être comme si c'était la "fin de l'Histoire".

La mondialisation s'impose donc comme une nouvelle donne qui partage les opinions, si différentes soient-elles. Pour les uns, elle représente l'espoir dans la croissance, le

⁶ Atelier de travail à propos de la construction des capacités dans le secteur de l'évaluation de la Société de l'information : les indices principaux, les statistiques et l'acquisition des données – Beyrouth, 7-10 juin 2005. Sur le site : <http://www.escwa.org.lb>

développement, l'augmentation du revenu individuel et la croissance du PNB. Pour d'autres, au contraire, elle occulte l'hégémonie et l'interventionnisme des pays riches, l'uniformisation et la standardisation de la culture sous la poussée des universaux de la consommation de masse et les réseaux de l'information, l'aliénation de l'identité, l'usurpation du pouvoir, le pillage, la pauvreté, la famine et la misère. Dans ce sens, c'est une idéologie nouvelle qui voit le jour ; qui donne autant de satisfaction que de colère ; une idéologie qui fait autant de partisans que de détracteurs.

En réalité, ce phénomène a des racines plus profondes. En effet, l'évolution qui a eu lieu dans le domaine des technologies de la communication et qui s'est transformée en véritable révolution, a ouvert, depuis les années 80, la voie à une restructuration du système capitaliste. Aussi, la révolution de la communication adopte-t-elle la logique capitaliste la plus efficiente. Le système socialiste a un autre mode d'organisation sociale qui cède à l'État les prérogatives absolues dans la réglementation de toutes les dimensions de la vie du peuple (*étatisme*), a bien essayé de s'adapter aux nouveautés de la révolution de la communication sans toutefois que cela touche à son fondement et à son essence. C'est la définition appropriée de la notion de « perestroïka ». Mais cette expérience a échoué et a entraîné l'écroulement de tout le système soviétique. Ceci est dû à son incapacité d'assimiler les principes de « l'ère informatique » et d'appliquer les technologies des nouvelles communications. Seuls quelques pays ont échappé à ce naufrage tant politique qu'économique tels que le Vietnam, la Corée du Nord et Cuba.

D'un autre côté, le système socialiste chinois, qui s'appuie sur le pouvoir absolu de l'Etat, est passé au système capitaliste étatique, et a su s'intégrer dans les circuits économiques mondiaux, s'approchant ainsi du système de

l'*État développeur* qui caractérise le capitalisme des pays de l'Extrême Orient⁷.

Manuel Castells avance qu'une nouvelle forme d'économie est apparue à la fin du XX^{ème} siècle. Cette forme est une *économie informationnelle, globale et en réseau*. Elle est en premier lieu informationnelle vu que la productivité résultant de la concurrence entre les différentes composantes de cette économie qu'elles soient individuelles ou collectives, régionales ou nationales est liée fortement à leur capacité à mettre en place des structures internes décentralisées, à recourir à des consultants extérieurs, à établir des relations de réseau efficaces avec les fournisseurs, sous-traitants et autres partenaires industriels, commerciaux et financiers, à former des alliances stratégiques autour de projets communs, à produire des informations, à les traiter et à bien les exploiter en s'appuyant sur leurs connaissances. Ainsi, pour lui, les activités informationnelles deviennent "les sources premières de la productivité".

En deuxième lieu, cette nouvelle économie est globale, étant donné que ses activités principales de production, de consommation et de distribution ainsi que ses composantes (de capital, de travail, de matières premières, de gestion, d'information, de technologie et de marchés) sont organisées mondialement soit de façon directe ou par l'intermédiaire d'un réseau de relations existantes entre différents intervenants économiques.

Enfin troisièmement, la nouvelle économie, est une économie de réseau, étant donné que la phase historique actuelle se caractérise par l'importance de la productivité et l'apparition de la concurrence dans un réseau global d'interférences entre les groupes de travail et les intérêts économiques⁸.

La mondialisation apparaît dans ce contexte comme étant une dimension de la nouvelle économie. Les marxistes

⁷Castells, Manuel, *La société en réseaux*, Nouvelle édition, Fayard, France 2001, pp 36-37.

⁸*Ibid.*, p.109.

considèrent que la mondialisation est un nouveau type de "l'impérialisme technologique". Elle est de même considérée par Amin El Alem⁹ comme étant le plus haut stade de l'impérialisme qui a des connotations idéologiques différentes suivant les opinions et les attitudes et se distingue aussi par sa capacité d'assimilation de la révolution scientifique et ses avancées technologiques¹⁰.

Quant à Rund Lubbers, ancien premier ministre néerlandais (1994-1998), il considère que la mondialisation est la résultante de deux facteurs :

- L'innovation technologique notamment dans le domaine des technologies de l'information et essentiellement des communications.

- L'hégémonie de l'économie du libre marché et le modèle de production et de consommation et du modèle occidental du capitalisme à l'américaine, et l'expansion du modèle libéral tout en prônant une définition bien précise de la démocratie et des droits de l'homme surtout après l'échec du modèle socialiste soviétique.

De même, d'après Rund Lubbers deux constats découlent de la mondialisation :

- L'affaiblissement de la souveraineté de l'État et la marginalisation de son rôle puisque dans le cadre de la mondialisation, la gouvernance de l'Etat sera partagée avec les organisations internationales et les organisations non gouvernementales (ONG). De même, il ne faut pas oublier les multinationales qui opèrent généralement de façon discrète mais sont parfois contraintes de montrer leur vrai visage.

- Les réactions ou l'alter-mondialisation et les manifestations des groupes et des institutions alter-mondialistes qui sont animés par des considérations tant

⁹ El Alem Amin (Mahmoud), *Défense de la spécificité linguistique dans "des problématiques intellectuelles"*, p 9-34 problèmes culturels pour la publication et la diffusion, octobre 1999.

¹⁰ Ali (Nabil), *La culture arabe et l'époque de l'information : vision de l'avenir du discours culturel arabe*, série Alem El Maarifa, Koweït, *Le Conseil national de la culture, des sciences et des lettres*, n°265, 2001, 582 p. pp 40-41.

ethniques, ou religieuses, qu'économiques, politiques ou linguistiques¹¹.

Les partisans de la mondialisation soutiennent que ce phénomène sera bénéfique pour tous aussi bien sur le plan du développement économique, technologique qu'au niveau de la diffusion de la démocratie et de la défense des droits de l'homme. En revanche, les opposants de la mondialisation pointent du doigt la recrudescence de la misère, de la pauvreté, du chômage, de la famine, des épidémies, de l'émigration, et de l'aliénation, malgré une croissance économique prodigieuse (la totalité du produit mondial brut est de 22 mille milliards de dollars par an).

D'après Nabil Ali : "L'économie capitaliste selon Marx, a une tendance naturelle à l'expansion géographique" et c'est ce que Harvey a appelé la propension à l'expansion spatiale (*spatial fix*). Ce modèle d'économie a trouvé dans les technologies de l'information le meilleur appui pour mettre en lumière cette tendance. En effet, cette technologie a permis aux investissements et aux transactions du capitalisme de parcourir le monde et à ses produits de partir des lieux de sa production vers les marchés et de revenir avec les profits en un temps record. Les technologies de l'information prennent le pouls des marchés capitalistes, des tendances des consommateurs et des performances des concurrents.

Ces nouvelles technologies se présentent comme une solution pour sortir de la récession. Ici, la notion de célérité dépasse ce qu'on a l'habitude d'appeler la rapidité de la circulation des capitaux pour englober la rapidité de la circulation de toutes les composantes de la sphère économique: investissement, production, tarification, commercialisation, acquisition et organisation¹².

Ainsi, s'ajoute une nouvelle facette de la fracture entre les pays nantis et les pays pauvres qui est la facette de la fracture numérique et qui ne cesse de s'exacerber. Pour subsister dans ce monde, il faut suivre l'évolution effrénée

¹¹*Ibid*, pp. 40-41.

¹²*Idem*.p. 43.

des technologies de l'information et de la communication. Aussi, les pays développés ont-ils acquis un nouvel instrument pour imposer leur hégémonie politique, économique, culturelle et maintenir en laisse les pays en voie de développement¹³.

« De même l'internet, le réseau des réseaux, qui était conçu à l'époque de la guerre froide pour parer à une frappe nucléaire probable de la part de l'ennemi soviétique est chargé d'un nouveau rôle salubre, celui de diffuser la culture de la paix et de la concorde...

« Ceci nous conduit à croire que les grands pays de ce monde exportent aux plus démunis leurs guerres, leurs querelles et leurs crises, les entraînent dans des guerres à caractère ethnique, religieuses et linguistiques entre les citoyens d'un même pays, en accentuant les fléaux de chômage, de l'émigration, de l'aliénation, de la marginalisation, de l'exclusion et tous les spectres de ce prisme obscur à même de réifier nos existences. Cette explosion de catastrophes est accentuée par la propension à la décentralisation qui définit cette époque et qui se manifeste clairement dans internet, qui se définit comme étant un réseau sans noyau, sans hiérarchie »¹⁴.

De ce fait, le problème de l'administration du réseau internet qui était au centre des discussions des congressistes lors du Sommet de Tunis (2005) est la meilleure preuve du souci américain de dominer la direction du réseau d'internet et d'avoir ainsi de nouveaux ascendants sur le monde. En effet, les États-Unis d'Amérique dominent le système qui distribue les noms des sites internet, les limites de leur action et les codes numériques qui relient les ordinateurs à ces sites suivant des programmes bien spécifiques. À ce titre, l'organisation américaine l'ICANN insiste sur l'exclusivité de son droit dans la direction et le contrôle de ce réseau.

Plusieurs pays trouvent cette position injuste. Ils appellent à la création d'une direction collégiale du réseau

¹³*Idem*.p. 349.

¹⁴*Idem*,pp. 12-13.

internet, à même de préserver son indépendance. Ils insistent pour mettre en place des codes d'utilisation fiables qui puissent donner aux particuliers et aux institutions un meilleur accès aux sources de l'information, notamment à un moment où l'impératif de la sécurité menace les libertés individuelles.

La domination des États-Unis d'Amérique sur le réseau international constitue une source d'inquiétude pour plusieurs pays dans le monde et surtout dans les pays en voie de développement qui revendiquent le droit de gérer cette toile. Cependant, la position européenne n'était pas assez favorable à cette demande à cette époque là. Le changement dans l'attitude européenne en faveur de ces pays, était un changement important. La revendication de mettre fin à la domination des Américains sur la direction du réseau a pris de l'ampleur, surtout avec l'appel des pays de l'Union Européenne pour désigner une commission internationale en vue de diriger et contrôler le réseau notamment après les attentats à l'explosif de Londres, acculant l'Angleterre à promulguer des lois de lutte contre le terrorisme.

En plus de ces positions gouvernementales, plusieurs organisations de la société civile ont commencé à exercer des pressions afin de mettre fin à la domination américaine sur l'internet qu'ils considèrent comme une menace pour les droits numériques et qui englobent le droit d'acquérir et d'échanger l'information, la liberté d'expression et de participation, la liberté du choix, le droit à la différence, etc. lesquels droits sont mentionnés dans les législations suprêmes tels que la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte international des droits civils et politiques, la Convention des droits et des libertés américaines, le Traité africain des droits de l'homme et des peuples, la Convention américaine pour la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales en plus de nombreux traités et constitutions régionaux.

Toutefois, les Américains persistent dans leur volonté de faire face à ces pressions pour garder une mise feutrée sur la direction du réseau. Ils considèrent que la domination

technique ne va pas contre l'expansion d'internet et la liberté de son utilisation par tous. Ils prétendent qu'ils soutiennent suffisamment les efforts de l'*Organisation des Nations Unies* afin que tous les peuples soient connectés à internet et que chaque pays soit en mesure de contrôler les flux d'informations qui passent par son territoire.

Maints organismes gèrent en partie le Net, sans que les Etats-Unis d'Amérique interviennent pour contrôler le flux d'informations, leur rôle se limitant au niveau de l'organisation technique. Le problème de monopole qu'exercent les Etats-Unis d'Amérique sur le logo qui détermine les codes numériques serait dû au fait que les Américains en sont les créateurs et, par conséquent, titulaires d'un droit de propriété intellectuelle.

Les Américains présument aussi que l'organisation ICANN se doive de sauvegarder l'exclusivité de diriger le réseau internet, qu'elle n'a pas de but lucratif et qu'elle possède une assemblée administrative internationale qui englobe un petit nombre d'américains et que son président est australien. De même, les Etats-Unis d'Amérique considèrent qu'ils ne peuvent pas concéder leur pouvoir de domination sur l'organisation des sites internet pour un système bureaucratique quelconque.

Le problème reste ainsi entier. Le fossé numérique continue de s'élargir entre le Nord et le Sud, d'une part, et entre les pays du Sud eux-mêmes¹⁵, d'autre part.

3. Une Fracture à plusieurs facettes entre les pays développés et les pays en voie de développement :

3.1. Données et indicateurs relatifs aux spécificités de la fracture en développement due à la révolution informatique et informationnelle :

Dans le cadre de la révolution industrielle, les pays et les sociétés sont classés en pays développés et pays en voie de

¹⁵Abdessadek (Adel), Sommet mondial sur la société l'information de Tunis: la continuité de la situation actuelle, Centre d'études politiques et stratégiques à El Ahram, 22 novembre 2005.<http://www.ahram.org.eg>.

développement, en référence à leurs potentialités productives et leur niveau d'industrialisation.

Avec la naissance de la Société de l'information à la fin du XX^{ème} siècle, la révolution informatique a affecté toutes les dimensions de la vie, tant économiques que sociopolitiques, faisant ainsi éclater "les paradigmes dominant et les concepts stables".

L'organisation économique a connu une transformation qui a trait à ses théories et à ses référents. Une transformation due au passage d'une économie fondée sur les ressources naturelles premières aussi bien que sur la main d'œuvre abondante et l'effort manuel, vers une économie reposant essentiellement sur des ressources non matérielles véhiculées par la recherche scientifique, le renouvellement technologique et les performances des compétences, ainsi que par le travail en réseau et l'organisation décentralisée des moyens de production et de reproduction de la richesse¹⁶.

Dans cette optique, l'information est devenue désormais un nouveau paramètre du progrès des nations et un élément décisif dans la compétition sur les marchés mondiaux, donnant ainsi naissance à une société nouvelle, aux conditions de structuration technique et économiques nouvelles. Une société que Manuel Castells qualifie de « la société en réseau ». A cet égard, il souligne : « *Les réseaux représentent la morphologie sociale nouvelle de nos sociétés. La diffusion de la logique du net détermine, pour une large part, les chaînes de production, de l'expérience, de l'autorité et de la culture* ». Et l'auteur d'ajouter : « *Certes, l'organisation sociale en réseau existait dans des lieux et des temps passés, mais ce qui est nouveau aujourd'hui, c'est le fait que le nouveau paradigme de la technologie de l'information fournit la base matérielle propice à son expansion, lui permettant de toucher la structure sociale dans son intégralité* ».

¹⁶Alyahyawi, (Yahya), *Dans la nouvelle technologie et la société de l'information et du savoir Maghreb arabe: Le système éducatif à l'examen*, Rabat, 3 mars, 2003.

L'ère numérique, avec son boom effréné des technologies de la communication, a sans doute donné naissance à cette fracture numérique, à même d'approfondir l'écart en développement entre les pays développés et les pays en développement, un écart de développement perçu comme étant « *le degré d'écart en matière de développement dans le domaine des communications et des technologies de l'information que ce soit sur le plan de l'utilisation ou de la production entre un pays ou un groupe de pays et un autre, ou même entre les régions du même pays* », sans omettre l'impact social et économique de cette fracture qui s'explique par l'inégalité des chances des différentes couches sociales dans l'accès au PC et à l'internet ainsi que leur différences de niveau de maîtrise de ces nouvelles technologies.

Les statistiques de l'Union Internationale des Télécommunications pour l'année 2014 révèlent que « l'utilisation de l'internet continue de croître à un rythme constant, à un taux de 6,6 % en 2014 (3,3 % dans les pays développés, 8,7 % dans les pays en développement). Le nombre d'internautes dans les pays en développement a doublé entre 2009 et 2014, et ces pays regroupent désormais les deux tiers des personnes connectés dans le monde »¹⁷

3. 2. Les origines de la fracture en développement :

Il faut comprendre que les obstacles entravant le développement du secteur de la technologie et de la communication dans les pays les moins avancés, ainsi que l'installation de l'infrastructure adéquate pour l'établissement de la société de l'information sont deux handicaps à la fois cumulatifs et en corrélation. Parmi ces obstacles, nous pouvons énumérer l'insuffisance flagrante des réseaux de la communication et d'alimentation en électricité, la faiblesse du nombre d'ordinateurs fournis, la carence des services de

¹⁷International Telecommunication Union (ITU), Measuring The Information Society, Report 2014, ExecutiveSummary, Geneva, 2014, 41 p.

communication voire même leur absence dans certains cas, amplifiées par leurs prix qui sont souvent rédhibitoires pour les usagers modestes, la pénurie d'une main d'œuvre compétente dans le domaine, l'inadéquation du cadre législatif avec les exigences de la société de l'information, le manque d'encouragement des initiatives dans le champ des technologies de l'information, l'absence de coordination et de complémentarité entre les pays et entre les régions comme aussi entre le secteur étatique et le secteur privé et les institutions de la société civile au sein du même pays¹⁸.

Il faut aussi admettre qu'il existe des raisons objectives de fait entravant l'essor des technologies de la communication dans les pays en voie de développement tels que la pauvreté, l'illettrisme, les maladies, les fléaux et l'instabilité en termes de sécurité qui sont diamétralement opposés aux exigences de la société de l'information. L'accès difficile des populations sous-développées aux technologies de l'information reflète des réalités socioéconomiques encore plus difficiles. Ce sont deux modes de société absolument antinomiques et inconciliables. L'un ne peut prospérer qu'aux dépens de l'autre.

3. 2. 1. Le développement record des technologies de l'information :

Le système de la société de l'information se distingue par un bond technologique qui a englobé tous les domaines et qui a réussi à « révolutionner le système capitaliste et le transformer progressivement d'un capitalisme matérialiste fondé sur la production matérielle continue en "capitalisme global de l'Information" œuvrant avec un arrière fond de spécialisation, de souplesse, d'intégration horizontale et de

¹⁸ElBaji (Feryel), *La femme et la fracture numérique*, Union Nationale de la Femme Tunisienne, août 2005, pp. 7-8, <http://www.unft.org.tn>

distribution des rôles à travers des espaces divers et éloignés, mais réticulés¹⁹.

Par ailleurs, « en 2014, 4,3 % de personnes n'utilisent pas encore l'internet, 90 % d'entre eux vivent dans les pays en développement. Les 42 pays les moins connectés comptent en effet au total 2,5 milliards d'habitants »²⁰.

« Le Danemark arrive en tête du classement de l'indice de développement des TIC (IDI), outil de mesure composite qui établit un classement entre 166 pays en fonction de leur niveau d'accès aux TIC, de leur utilisation des TIC et de leurs compétences dans ce domaine. Les 30 premières places du classement sont occupées par des pays européens ainsi que par des pays à revenu élevé d'autres régions comme l'Australie, Bahrein, le Canada, le Japon, Les Etats-Unis, la Nouvelle-Zélande, Singapour, etc.

« Concernant les comparaisons entre les régions, l'indice IDI moyen de l'Europe (7,14) reste nettement supérieur à celui de la région suivante à savoir la Communauté des Etats Indépendants (CEI : 5,33), la région Amériques (4,86), la région Asie-Pacifique (4,47), les Etats Arabes (4,55) et l'Afrique (2,31) ».²¹

3. 2. 2. Le phénomène de la pauvreté et de l'illettrisme dans les pays en voie de développement

Près de la moitié de la population mondiale gagne moins de deux dollars par jour, tandis que 1,2 milliard d'habitants ne disposent que d'un dollar pour vivre. Du moment que les opportunités de sortir de la misère deviennent nulles, la récession et le besoin favorisent les manifestations de désespoir, de frustration et de crime organisé. Il faut savoir que la majorité de ceux qui vivent dans un état d'indigence absolue font partie des pays du Tiers Monde. « D'après les

¹⁹ Al Yahyaoui (Yahya), *La Société de l'information, le réseau de l'information informatisée*, 2005.

²⁰ IUT, Genève, Rapport 2014, communiqué de presse, 24 novembre 2014.

²¹ idem

estimations, en 2011-2013, 842 millions de personnes dans le monde, soit près d'une personne sur huit, souffraient de faim chronique ». Depuis 1990-1992, le nombre total de personnes sous-alimentées a baissé de 17 % ».²²

La *Commission Économique et Sociale de l'Asie de l'Ouest* (ESCWA) a exploité « L'Indicateur de la Pauvreté informationnelle" (Information Poverty Index) comme critère de répartition « des pays arabes selon le niveau et la qualité d'accès aux technologies de la communication et de l'information". Le guide de la « Pauvreté informationnelle" se compose de trois indicateurs essentiels²³ :

- L'Indicateur de l'infrastructure mise au service à la communication et de l'information: la proportion d'internautes, le nombre d'abonnés à la téléphonie fixe et mobile, le degré d'exploitation des nouvelles techniques de communication dans les activités économiques.

- L'Indicateur du système économique national : le taux de croissance annuelle du Produit Intérieur Brut, le taux d'exportation.

- L'Indicateur des ressources humaines: le taux de chômage, l'accès des écoles à internet, le niveau de formation des cadres, etc.

Conclusion

Il s'avère que la Société de l'information –préalable incontournable de la société du savoir- constitue bel et bien un instrument au service des objectifs de développement global. Les analystes affirment en effet que la technologie des communications est un catalyseur essentiel du développement global. Comme "on considère l'essor vertigineux des évolutions et du progrès technologiques que connaît ce secteur

²²FIDA, WFP, FAO, L'état de l'insécurité alimentaire dans le Monde, Les multiples dimensions de la sécurité alimentaire , FAO, 2013, p. 2.

²³ Bulletin des technologies de la communication et de l'information pour le développement de l'Asie de l'Ouest, numéro 7, la Commission Économique et Sociale de l'Asie de l'Ouest (ESCWA), les Nations Unies, New York, 2007.

dynamique et prometteur, un élément actif pour la stimulation des échanges internationaux sur le plan économique, social, culturel et scientifique selon le fait que la révolution des technologies des communications et de l'information se propose de donner une nouvelle forme de relations entre les diverses sociétés et des cultures, aussi bien que des communautés économiques et politiques en vue d'un avenir différent de celui que la civilisation humaine a déjà connu, en vue d'instaurer et d'établir le village planétaire"²⁴.

Par conséquent, il est tout à fait probant que la volonté des pays à tendre vers un développement global et durable est devenue fondamentalement tributaire du degré de leur réussite à concrétiser les stratégies les plus adéquates et les plus efficaces afin de faire progresser le secteur des technologies de la communication.

Malgré le fait que les technologies de la communication soient devenues depuis longtemps impératives, le contraste persiste entre les pays industrialisés qui occupent la première place dans tous les secteurs et les pays en voie de développement dont certains demeurent privés des technologies communicatives et informationnelles les plus anciennes telles que la télévision, la téléphonie fixe et mobile, et l'électricité.

La problématique qui s'impose aux pays en voie de développement ne concerne pas seulement leur intégration dans la société de l'information planétaire, mais elle réside surtout dans le choix des modalités d'une application efficace et rentable des technologies de la communication dans une perspective de développement plus équitable entre les membres de la société pour réduire la fracture numérique, au sein du même pays.

Le savoir représente depuis toujours un moteur de production et un catalyseur de développement économique et social. En effet, les sociétés archaïques ont progressé lorsqu'elles "ont su comment cultiver ou bâtir ou fabriquer

²⁴U.N.E.S.C.O et la Société de l'information pour tous, mémoire d'information, 1996, p.3.

mais, à présent, le progrès est tributaire de la capacité d'accroître, de stocker et de transférer des quantités pléthoriques d'informations"²⁵.

Cette capacité de s'informer et de savoir a un impact direct sur la croissance de la richesse au sein du même pays. Ainsi, le commerce électronique réduit le " coût des dépenses dans plusieurs secteurs économiques, en diminuant le montant de nombreuses transactions indispensables à la production et à la distribution des marchandises et des services, en améliorant les compétences administratives [...] ce qui permet aux sociétés de mieux gérer leurs chaînes d'offre, d'augmenter leur compétitivité, de rendre les prix plus compétitifs, d'élargir les horizons des marchés, d'accroître les prestations en marketing et en évaluation des produits en plus de la diversification de l'offre pour le bienfait des consommateurs et pour une meilleure persuasion de ces derniers, ce qui induit une croissance rapide de la production et de la productivité accompagnée d'une baisse des prix et d'une nette amélioration du niveau de vie et de l'économie en général"²⁶.

L'Organisation de la Sécurité et de la Coopération en Europe a fourni des statistiques dévoilant le fait qu'entre 70% et 80% de la croissance économique est due au nouveau savoir. Les technologies de l'information sont devenues un facteur d'accroissement des activités économiques et un moteur qui améliore la compétitivité, la création et qui impulse la production et réalise le développement social durable au profit de toute la société.

Le développement durable de l'activité économique crée de l'emploi. Une activité bâtie sur une infrastructure de l'information qui est devenue indispensable pour l'exploitation du savoir et dont l'importance équivaut à celle de l'électricité pour l'industrie au XXème siècle. L'information est une véritable énergie au vrai sens du terme.

²⁵AbdSadek (Adel), *L'Égypte et la société d'information : est-il possible de reproduire l'expérience de l'Inde ?* Sur le site web : <http://www.ahram.org.eg>

²⁶*Ibid.*

Bibliographie sélective:

Attali (Jacques) et groupe de réflexion, Pour une économie positive, Fayard/ La Documentation Française, Paris, 2013, 252 p.

Alvin (Toffler), les nouveaux pouvoirs : savoir, richesse et violence à la veille du 21^{ème} siècle-Fayard 1991.

Banque Mondiale, Un meilleur climat de l'investissement pour tous, Rapport sur le développement dans le monde 2005, Washington, 25 p.

Bell (Daniel): The Coming of Post-Industrial Society: A venture in social forecasting. New York: Basic Books Pub. Co, 1973.

Boukraa (Ridha), Comprendre la mondialisation : études sociologiques, Centre de Publication Universitaire, Tunis, 2005, 324p.

Castells (Manuel), La société en réseaux, l'information, nouvelle édition, traduit de l'anglais par Philippe Delamare, 2001, France, 575 p.

Castells (Manuel), Networks of outrage and hope, social movements in the internet age, Polity Press, Malden, USA, 2013, 306 p.

Comité d'experts de l'administration publique, Rôle du secteur public dans le développement de la société du savoir, Organisation des Nations Unies, Janvier 2004, 14 p.

CIA , Le rapport de la CIA, Comment sera le monde en 2020?, présenté par Alexandre Adler, traduit par Johan-Frédéric Hel Guedj, 269 p.

Curien (Nicolas) et Muet (Pierre-Alain), La société de l'information, rapport réalisé au Conseil d'Analyse Economique, par Christine Carl, Paris 2004, 311 p.

De Rosnay (Joel), « La société de l'information au XXI^{ème} siècle Enjeux, promesses et défis », Institut Français des Relations Internationales (IFRI).

FIDA, WFP, FAO, L'état de l'insécurité alimentaire dans le Monde, Les multiples dimensions de la sécurité alimentaire, FAO, 2013, 63 p

FMI, Perspectives de l'économie mondiale, La reprise s'affermi, mais reste inégale, avril 2014, Etudes économiques et financières, 221 p.

Heilbroner (Robert), «Vision du futur: hier, aujourd'hui et demain», collection nouveaux horizons, Paris, 1995.

International Telecommunication Union (ITU), Measuring The Information Society, Report 2014, Executive Summary, Geneva, 2014, 41 p.

Masmoudi (Mustapha), La Télémondialisation, édition centre MASSMEDIA, Tunis, 2000, 176p..

MCLUHAN (Marshall), D'œil à oreille, La nouvelle Galaxie, Editions Hartubise HMMH, Montréal, 1977, 195p.

Millerand (Florence), Proulx (Serge) et Brueff (Julien), Web social, Mutation de la communication, Presses de l'université du Québec, Canada, 2010, 374 p.

Ministère de l'économie des Finances et de l'Industrie (France), les technologies de l'information et de la communication, édition 2005, 31 p.

Nations Unies, Conseil Economique et Social, Commission Economique pour l'Afrique, et Commission de l'Union Africaine, Rapport sur les technologies de l'information et des communications et sur le cyber gouvernement au service du développement en Afrique, décembre 2014, 24 p.

PNUD, Rapport sur le développement humain 2014, Pérenniser le progrès humain, réduire les vulnérabilités et renforcer la résilience, 259 p.

SALOMON (Jean – Jacques), Le destin technologique, Paris, 1992, 327 p.

Shiller (Herbert I.) : Dominer l'ère électronique : vers un nouveau siècle d'impérialisme américain- le Monde diplomatique- avril 1998.

Schramm (Wilbur), "How Communication Works" in The Process and Effects of Mass Communication (Urbana, Illinois, University of Illinois Press, 1961) pp 326.

Schramm(Wilbur), "The Nature of Communication Between Humans", in Schramm and Roberts (eds) The Process and Effects of Mass Communication University of Illinois Press, 1971, pp 3-53.

Stratégies et Développement International, La croissance pro-pauvre en Tunisie, traduction de l'étude "Pro-Poor Growth in Tunisia" financée par l'Agence Française de Développement en liaison avec la Banque Mondiale, Paris, Mars 2005, 55 p.

TamsirNiane (Djibril), Soundjata et Mansa Moussa, Héros fondateurs de l'empire du Mali, in Le Courrier de l'UNESCO, Août- Septembre 1979, 32^{ème} année.

Virilio (Paul), La bombe informatique, 1998, 168 p.

Wolton Dominique, LAMMARION. F, « Internet et après: une théorie critique des nouveaux médias », 1999.

World Economic Forum, The Global Competitiveness Report 2007-2008, PolgraveMacmillon, Nov. 2007, 608 p.

World Economic Forum, The Global Information Technology Report 2007-2008, PolgraveMacmillon, 9 Apr. 2008, 376 p.

Sites internet:

Asdrad (Torres), Des autoroutes à la société de l'information, Août 95, in http://asdrad.free.fr/Articles_AT/jri.html.

Bello Bernard, "La Chine, deuxième puissance scientifique mondiale", Mars 2007, sur le site: www.aujourdhuilachine.com.

Figer (Jean Paul), Les autoroutes de l'Information, vers la Société de l'information, Paris, Avril 1996, in www.Figer.com

International Telecommunication Union, World Telecommunication/ICT Development Report 2006: Measuring ICT for social and economic development, 8^e édition, 2006, Executive Summary. (<http://www.itu.int>).

Reuters, Technology reports improved fiscal year 2007 revenue and operating results, 8 Janvier 2008. www.reuters.com/article/pressRelease.